Par Jan Kapusnak [i]

Les prochaines élections législatives israéliennes sont prévues pour le 27 octobre 2026 – et si elles se déroulent comme prévu, la Knesset achèvera un mandat complet de quatre ans pour la première fois depuis 1992-1996, après des décennies de dissolutions anticipées et une crise politique marquée par cinq élections en moins de quatre ans. Mais cette durabilité n’est pas une question de stabilité ; il s’agit de la survie politique de Benjamin « Bibi » Netanyahou. Son maintien au pouvoir l’aide à lutter contre les accusations de corruption et à différer le bilan du 7 octobre 2023, le plus grave échec sécuritaire d’Israël, tout en soutenant une coalition corrompue maintenue grâce à des concessions radicales à des partenaires d’extrême droite et ultra-orthodoxes, alors même que le pays se bat contre une guerre existentielle.

Les sondages montrent que la plupart des Israéliens auraient préféré des élections anticipées, faisant d’octobre 2026 un verdict tardif sur le leadership en temps de guerre. Ce sera à nouveau « Bibi contre anti-Bibi », mais aussi un référendum sur la démocratie israélienne – à savoir si le bloc de Netanyahou affaiblit encore les contrôles et les équilibres institutionnels, et si l’État autorise une enquête indépendante sérieuse sur les échecs du 7 octobre.

Au centre du camp pro-Bibi se trouve le Likoud de Netanyahou, un parti nationaliste-conservateur de droite. Même après des années d’échec de la politique de Gaza – fondée sur l’hypothèse que le Hamas pourrait être « géré » par la dissuasion et l’argent du Qatar – qui a culminé avec le massacre du 7 octobre, Netanyahou présente toujours le Likoud et lui-même comme le seul garant crédible de la sécurité d’Israël, tout en s’attribuant le mérite d’avoir affaibli l’Iran et son axe régional, y compris le Hamas à Gaza. Sur le plan économique, le Likoud privilégie le marché libre avec des aides sociales ciblées. Sur le plan institutionnel, le Likoud est passé radicalement d’une tradition libérale de défense de l’indépendance de la justice à une posture populiste, centrée sur le leader, attaquant les « élites » dans les médias, l’armée et les services de sécurité, ainsi que les tribunaux, et invoquant l’hostilité de « l’État profond ».

Malgré les rivalités personnelles, les principaux alliés de M. Netanyahou restent deux partis d’extrême droite : Sionisme religieux (Bezalel Smotrich) et Otzma Yehudit (Itamar Ben-Gvir). Tous deux prônent l’expansion des colonies, la souveraineté israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, des contraintes judiciaires plus faibles, un contrôle politique plus étroit sur la police et une ligne

plus dure à l’égard des Arabes et de tout ce qu’ils qualifient de « gauche ».

Le bloc est complété par les partis ultra-orthodoxes Shas (Aryeh Deri) et United Torah Judaism (Yitzhak Goldknopf, Moshe Gafni), qui s’attachent à préserver le « statu quo » de l’État religieux (contrôle rabbinique légal sur le mariage/divorce, la conversion et le statut juif), à garantir les budgets et à maintenir les exemptions de service.

Le bloc anti-Netanyahou est large mais chroniquement fragmenté, allant de la droite laïque au centre-gauche libéral. Son ancien porte-drapeau, le Bleu et Blanc de Benny Gantz, s’appuyait sur ses références d’ancien chef d’état-major du FDI et sur la promesse d’une gouvernance responsable, mais sa décision de rejoindre Netanyahou en 2020 et à nouveau après le 7 octobre a brouillé la ligne entre l’opposition et la coalition, érodant ainsi sa crédibilité en tant qu’alternative. Le parti a été encore plus affaibli lorsque des personnalités de premier plan, dont l’ancien chef du FDI Gadi Eisenkot, l’ont quitté. M. Eisenkot a ensuite lancé Yashar, une liste centriste de « réparation et de guérison » visant à rétablir la confiance du public et à offrir une alternative de gouvernement.

L’ancrage laïque du bloc est le parti Yesh Atid de Yair Lapid, qui fait campagne sur l’égalité civile, la limitation de l’imposition religieuse, la défense de la liberté de la presse et la protection des freins et contrepoids démocratiques. M. Lapid a également été l’antagoniste parlementaire le plus constant de M. Netanyahou, se positionnant comme l’alternative institutionnelle la plus claire au camp au pouvoir. À la droite de M. Lapid se trouve le parti Yisrael Beiteinu d’Avigdor Lieberman, qui est un faucon en matière de sécurité, mais qui se définit sur le plan intérieur par sa lutte contre les exemptions des ultra-orthodoxes et le pouvoir rabbinique, en insistant sur un « fardeau égal » – avant tout la conscription universelle et la participation à la vie active. À gauche, les Démocrates de Yair Golan présentent les élections comme un ultime combat pour la démocratie libérale et les droits des minorités

Le retour de Naftali Bennett plane sur l’ensemble de la carte de l’opposition. Longtemps identifié à la droite pro-Netanyahou, Bennett a rompu les rangs en 2021 pour rejoindre la coalition du « changement » et est devenu premier ministre bien qu’il ne dirige qu’une petite faction de la Knesset, avec Yair Lapid comme premier ministre suppléant en vertu de leur accord de rotation. Ce gouvernement est également entré dans l’histoire en s’appuyant sur Ra’am, un parti islamiste arabe, en tant que partenaire de coalition – une démarche sans précédent dans la politique

israélienne. L’expérience a finalement échoué en 2022. Le retour de Bennett redessine maintenant le paysage de l’opposition en offrant une alternative sécuritaire et managériale aux électeurs épuisés par Netanyahou mais non convaincus par l’ancien leadership anti-Netanyahou.

Dans le système parlementaire israélien, personne ne devient premier ministre en remportant le plus grand nombre de voix. Le pouvoir revient à celui qui parvient à former une coalition qui occupe au moins 61 des 120 sièges de la Knesset.

Les sondages de janvier 2026 indiquent une destination familière : l’impasse. Le Likoud reste le premier parti avec environ 25 sièges, mais le bloc pro-Netanyahou ne totalise que 50 à 52 sièges ; le bloc anti-Netanyahou prend l’avantage sur le papier avec environ 56 à 58 sièges – toujours en deçà de 61 sièges et avec pratiquement aucune perspective de défections entre les blocs, car le dogmatisme politique a enfermé les partis dans deux camps hostiles l’un à l’autre et les négociations/changements électoraux se produisent désormais principalement au sein des blocs, et non entre eux.

C’est pourquoi la course s’est réduite à trois premiers ministres plausibles – Netanyahou, Lapid et Bennett – et qu’une impasse pourrait à nouveau laisser Netanyahou en poste même après les élections, à la tête d’un gouvernement intérimaire lors de tours de scrutin successifs jusqu’à ce que l’un des camps trouve un moyen de percer.

Lapid reste le challenger institutionnel le plus cohérent de l’opposition, mais la véritable surprise est le retour de Bennett: sa nouvelle liste (Bennett 2026) obtient environ 21 sièges, ce qui fait de lui la plus grande force de l’opposition et le principal joker de l’élection. Mais une grande partie de ce soutien peut être « parquée » par des électeurs indécis plutôt que par un bloc stable – ce qui signifie que ces chiffres pourraient diminuer à l’approche du mois d’octobre. Le chemin de Bennett pour devenir Premier ministre est limité par l’arithmétique de la coalition : un gouvernement dirigé par Bennett est réalisable avec une forme de partenariat avec les partis arabes – soit des partis arabes au sein de la coalition, soit un soutien extérieur.

Bien qu’il ait gouverné avec Ra’am la dernière fois, Bennett déclare aujourd’hui qu’il ne gouvernera pas avec le soutien des Arabes, et ses principaux partenaires fixent des lignes rouges similaires – Lieberman, par exemple, rejette la coopération avec les partis arabes « non sionistes ». Même si des personnalités comme Eisenkot et

Golan sont plus ouvertes en principe, cela ne suffit toujours pas à produire une majorité viable, de sorte que le chemin de Bennett vers le poste de premier ministre se heurte à un mur. Après le 7 octobre, une grande partie de l’opinion publique juive s’est montrée hostile à une dépendance formelle à l’égard des partis arabes, ce qui les rend potentiellement essentiels sur le plan numérique mais toxiques sur le plan politique – et laisse le pays piégé, une fois de plus, dans une impasse qui récompense le président en exercice.

Au-delà des personnalités et des blocs, le vote portera sur plusieurs sujets essentiels: la sécurité et la responsabilité (l’avenir de Gaza et l’opportunité de lancer une enquête sérieuse et indépendante le 7 octobre) ; la démocratie et la corruption (la volonté de la coalition de limiter la Cour suprême et d’affaiblir le contrôle face à une opposition qui s’engage à défendre les contrôles judiciaires et la liberté de la presse) ; le partage des charges (mettre fin aux exemptions de service pour les Haredi) ; et la reprise économique (l’augmentation du coût de la vie, la reconstruction du sud et du nord d’Israël et les budgets mis à rude épreuve par une guerre prolongée).

En matière de politique étrangère, un changement de gouvernement entraînerait probablement davantage de changements de style que de stratégie. Sur les questions de sécurité essentielles – le Hamas, l’Iran, le Hezbollah et l’alliance avec les États-Unis -, la plupart des partis sionistes font preuve d’une grande continuité. Les principaux changements interviendraient probablement dans deux domaines : La politique à l’égard de la Cisjordanie, avec moins de signaux d’annexion et un ralentissement de la colonisation si Smotrich et Ben-Gvir perdent leur influence ; et la diplomatie régionale, avec un engagement plus pragmatique avec les partenaires arabes, Washington et l’Europe – en particulier sur l’élaboration du « jour d’après » de Gaza.

Jan Kapusniak est un auteur et analyste politique qui vit à Tel-Aviv et écrit sur Israël et le Moyen-Orient.